

## **POSITION DE LA FONDATION INTERED**

### **Rejet et condamnation de toute forme de harcèlement et d'agression portant atteinte aux droits des filles, garçons et adolescents**

Depuis la Fondation InteRed, nous réaffirmons notre engagement en faveur de la défense des droits humains et des droits de l'enfance et, par conséquent, notre rejet absolu et notre condamnation de toute forme de harcèlement et de violence à leur encontre, commis par des personnes de toute institution, ecclésiastique ou civile.

Ces actes constituent une violation flagrante des droits humains, portent atteinte à l'intérêt supérieur de l'enfant et affectent profondément les victimes. Nous nous solidarisons avec elles, rejoignant leurs voix pour cesser d'étouffer ces crimes et avancer vers la transparence et la justice.

En tant qu'organisation fermement engagée en faveur du droit à l'éducation, nous considérons que les espaces éducatifs doivent être des environnements sûrs et exempts de toute forme de violence, où les filles, garçons et adolescents/es peuvent se développer pleinement, protégé.e.s et respecté.es.

Nous dénonçons la dissimulation, le silence et la complicité qui, pendant des décennies, ont permis l'impunité et l'évasion de la justice des agresseurs et des complices impliqués dans des affaires de harcèlement et d'agression sexuelle, et d'autres types de violence similaires, au sein des institutions religieuses ou d'autres institutions de la société civile travaillant avec des enfants, car ils perpétuent l'impunité et privent les victimes de la reconnaissance, de la justice et de la protection intégrale qu'elles méritent.

En tant qu'organisation engagée dans la promotion de la justice sociale et la défense des droits humains, nous travaillons à mettre en œuvre des actions de prévention qui favorisent la protection et le bien-être des filles, garçons et adolescent.e.s dans tous les espaces et pays où nous opérons, et nous soutenons fermement l'application et le suivi des protocoles et procédures internes que nous avons mis en place et que nous continuerons à améliorer.

Nous reconnaissons que la prévention et la sanction de la pédophilie, ainsi que de toute forme de harcèlement et de violence, et la protection et la réparation des droits des filles, garçons et adolescent.e.s, sont des tâches collectives qui nécessitent la collaboration de toutes les parties impliquées. Par conséquent, nous invitons d'autres institutions, organisations éducatives, acteurs gouvernementaux et, plus largement la société, à se joindre à cette lutte. Ce n'est que par une action collective et déterminée que nous pourrions construire des sociétés où chaque enfant peut grandir et se développer dans un environnement sûr, digne, exempt de violence et dans l'égalité des chances.